DÉFENSE DU RÉALISME

Hubert Vedrine

Dans Telos le 24 février, Gérard Grunberg et Alain Bergounioux ont exprimé leur désaccord avec les analyses dites « réalistes » à propos de la guerre en Ukraine, sur deux points « liés entre eux » : « cette guerre n'est pas une guerre pour le contrôle du territoire de l'Ukraine » et « elle est bien un conflit entre démocratie et autocratie ». Au préalable, je rappellerai qu'une pensée réaliste doit englober non seulement l'analyse classique des intérêts antagonistes des différentes puissances, mais aussi le poids des opinions, croissants dans les démocraties, c'est-à-dire celui des croyances, voire des passions. Sur le premier point, non, tout ne part pas « de l'éclatement de la révolution de Maïdan à Kiev en novembre 2013 ». Les événements de 2013/2014 ne sont pas un point de départ, mais déjà un aboutissement et un échec. La question de l'Ukraine, et en particulier celle de l'est du pays, le Donbass, ainsi que celle de la Crimée, se posent depuis très longtemps. On peut remonter à la décision de Khrouchtchev, en 1954, de placer la Crimée sous l'autorité de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine (mais en URSS). Ou, quelques mois avant la fin de l'URSS, au débat de 1991 entre Boris Eltsine et Leonid Kravtchouk sur la Crimée, très bien relaté dans le Journal du premier ambassadeur de France à Kiev, d'Hugues Pernet (Flammarion, mars 2023). Le 19 novembre 1990, la Russie et l'Ukraine avaient signé un traité dont l'article 6 précisait certes que « les parties reconnaissent et respectent l'intégrité territoriale de la République de Russie et de la République d'Ukraine dans les frontières existantes dans le cadre de l'URSS », mais dont l'article 2 prévoyait que « chaque partie peut défendre les droits de ses citoyens résidants sur le territoire de l'autre partie, leur garantir une aide et un soutien conformément aux normes du droit international ». Ce traité a été signé par Eltsine et Kravtchouk, des années avant que Vladimir Poutine arrive au pouvoir. On ne peut pas comprendre la tragédie actuelle sans remonter à cette période de transition, ni à la présidence de Boris Eltsine de 1992 jusqu'en 1999, et aux deux premiers mandats de Poutine, de 2000 à 2004, puis de 2004 à 2008. On ne peut pas la comprendre, non plus, si on ne met pas en regard les demandes insistantes de Boris Eltsine à Bill Clinton de renoncer à l'élargissement de l'OTAN (le Secrétaire d'État du président Bush, James Baker, avait déclaré que l'OTAN ne serait « pas étendue d'un pouce »), ou en tout cas de le différer, et parallèlement les dates des élargissements de l'OTAN à la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque, les pays Baltes, etc., malgré des mises en gardes américaines ! Clinton écrit dans ses mémoires qu'Eltsine a fini par se résigner au premier élargissement de l'OTAN contre la promesse de l'intégration de la Russie au G7. L'Acte Fondateur OTAN-Russie de 1997 et la mise en place d'un Conseil OTAN-Russie en 2002, sont considéré par certains comme une preuve de bonne volonté de la part de l'OTAN, mais je les ai qualifiés de « verroterie diplomatique ». On ne devrait donc pas oublier ce qu'a été la politique américaine triomphaliste, non seulement sous Bill Clinton, puis sous George W. Bush, avec le rôle déterminant, et nuisible, du vice-président Dick Cheney, et l'action de Condoleeza Rice qui a torpillé méthodiquement les efforts du président Chirac pour concevoir un statut de neutralité pour l'Ukraine, comme le raconte très bien l'ancien conseiller diplomatique et sherpa de Jacques Chirac, Maurice Gourdault-Montagne, dans son ouvrage Les autres ne pensent pas comme nous. Il faut rappeler aussi que Zbigniew Brzezinski, Polonais d'origine, promoteur très actif toute sa vie de la dissociation entre l'Ukraine et la Russie, considéra durant les dernières années de sa vie qu'il ne fallait pas intégrer l'Ukraine dans l'OTAN. Quant au dernier ambassadeur des États-Unis à Moscou à l'époque soviétique, il avait déclaré : « On ne pourra pas à la fois élargir l'OTAN et avoir une Russie démocratique ». On peut certes considérer qu'il était impossible de ne pas répondre à la demande de sécurité de la Pologne et des Baltes, et donc de leur refuser l'entrée dans l'OTAN (de toute façon, leur influence aux États-Unis était telle que cela ce serait fait malgré l'opposition en 1998 de 41 experts américains du niveau de Nitze ou McNamara). Mais alors cela a été une faute de ne pas intégrer cet élargissement dans un ensemble de sécurité plus vaste en Europe, incluant la Russie, comme le préconisait Henry Kissinger. Une autre faute, de la part de l'UE cette fois, a été de concevoir l'accord d'association avec l'Ukraine comme devant la couper économiquement de la Russie. Pour résumer : on ne peut pas analyser les événements depuis 2014, voire depuis le discours de Poutine en 2007 à l'issue de son deuxième mandat, en escamotant les politiques américaines et européennes pendant les quinze premières années de la Russie post-soviétique. Je continue à penser, comme les vétérans américains de la guerre froide, que l'Occident a été gravement fautif de ne pas être plus « inclusif » avec la Russie dans ces années. Pas par amour de la Russie, encore moins de son régime, ou de Poutine, mais pour des raisons de sécurité à long terme. La politique réaliste n'a pas échoué ; elle n'a pas été mise en œuvre. Inversement, par la suite, après l'intermède Medvedev (2008-2012), sous Poutine III et a fortiori sous Poutine IV j'estime que l'Occident a été incohérent et pas assez dissuasif. Ainsi, au sommet de l'OTAN en 2008, annoncer que l'Ukraine avait vocation à rentrer dans l'OTAN, mais pas tout de suite, était agiter le chiffon rouge devant Moscou, sans pour autant protéger l'Ukraine ! Il aurait mieux valu admettre l'Ukraine dans l'OTAN en lui imposant en contreparties une vraie autonomie du Donbass, un statut spécial pour la Crimée, et le maintien de la base de Sébastopol pour les Russes. Venons-en au deuxième argument, l'idée qu'il s'agit d'une guerre de civilisation. Je pense que c'est une définition inexacte et inopportune de l'abominable guerre d'Ukraine, et que ce n'est pas parce que Poutine emploie ce terme (y croit-il lui-même ?) que nous devons par symétrie l'utiliser. Le concept est mobilisateur en Occident, qui s'enorgueillit de se redécouvrir en camp du Bien. Il ne l'est pas ailleurs dans le monde, comme le démontrent les 40 pays, représentant les 2/3 de l'humanité, qui n'ont pas voulu prendre parti (voir Les 22 regards internationaux après l'agression russe, rassemblés par Michel Duclos pour l'Institut Montaigne). Certes, la Russie n'est pas une démocratie et les pays occidentaux ne sont pas des dictatures. Mais est-ce un combat DES régimes totalitaires en général contre LES démocraties en général ? Non. Pourquoi le proclamer alors ? Pour que ce combat, insoluble, n'ait jamais de fin ? Est-on si sûr du résultat ? On ne peut pas penser à l'avenir, en partant uniquement de 2014, ou de 2022, et sans intégrer cette histoire-là. Mais si l'horreur de cette guerre nous empêche – nous, Européens – de nous projeter, ce seront les États-Unis qui le feront sans nous, le moment venu, avec d'autres. Mais la priorité est d'abord que Poutine échoue en Ukraine.

Source:Https://Www.hubertvedrine.net
Homepage > Publications > Défense du réalisme

14/03/2023